



**ÉTATS GÉNÉRAUX DES MIGRATIONS**

Assemblée locale EGM 86

**Monsieur Le Président De La République  
Palais de l'Élysée  
55 Rue du Faubourg Saint-Honoré  
75008 Paris**

Poitiers, 14 /12/2020

Monsieur le Président de la République,

Nous vous écrivons à l'occasion de la Journée internationale des Migrants, le 18 décembre instituée par les Nations unies.

La troisième session nationale des États Généraux des Migrations vient de se terminer. Au cœur de nos débats et de nos solutions de terrain : la liberté, l'égalité et la solidarité ; au centre de nos préoccupations : le respect des droits fondamentaux et de la dignité pour toutes et tous. Notre proposition : l'accueil, la régularisation pérenne et inconditionnelle des personnes étrangères et l'égalité des droits.

Au même moment, les forces de l'ordre, sous le commandement du Préfet de police de Paris, réprimaient violemment à Saint-Denis et à Paris des êtres humains démunis, au nom de l'État français. Et depuis le début de votre mandat, vous avez choisi, par délégation au ministre de l'Intérieur, de démanteler des camps, de laisser à la rue des hommes, des femmes et des enfants, de les priver de nourriture, de logement, d'éducation et de leur interdire de travailler. Votre politique marginalise des êtres humains en les obligeant à vivre dans l'illégalité et la précarité. Votre seule proposition : la répression extrêmement violente, la déshumanisation et l'humiliation des personnes exilées, le déni.

Nous vous rappelons qu'il y a trois ans, 470 organisations vous avaient interpellées pour que vous convoquiez des États Généraux des Migrations. Vous avez expliqué que cela n'était pas nécessaire. Vous avez ignoré cette sollicitation de la société civile, comme vous avez ignoré plus récemment, la marche de sans papiers d' octobre 2020.

Que vous le vouliez ou non, les États Généraux des Migrations existent ! Leurs membres agissent au jour le jour en solidarité avec les personnes étrangères. Les EGM représentent plusieurs centaines de collectifs, d'associations, des structures et d'ONG partout en France. Ils représentent la France qui accueille. Ils représentent la France qui lutte contre la répression et l'injustice.

Aujourd'hui, nous sommes de plus en plus nombreux et nous sommes en colère. En conséquence, les EGM s'associent à la saisine faite par un de ses membres actifs, de la Défenseure des Droits et du Rapporteur spécial de l'ONU sur les droits de l'homme, des migrants, à la suite des événements qui se sont déroulés à Paris, le 23 novembre dernier. Également, les EGM soutiendront, partout en France, l'acte 4 de la Marche des Solidarités qui aura lieu le 18 décembre.

Nous vous demandons instamment d'observer ce que celles et ceux qui choisissent la justice et la dignité sont capables de faire. Nous vous demandons de nous écouter, de défendre et de construire avec nous la paix sociale.

L'humanité de demain se construit avec l'accueil d'aujourd'hui.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre colère citoyenne et de notre très haute considération,

**Pour les EGM 86**

La coordonnatrice

Patricia ALLAIN